N°1 | Prix libre | Décembre 2009

# Pavillon Noir

"Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui, demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours."

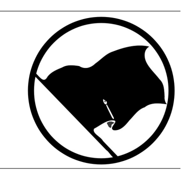
Errico Malatesta




Journal apériodique du groupe Pavillon Noir

Fédération Anarchiste Poitiers
Ouvert à toutes les bonnes volontés libertaires

Contact : f.anar.86@gmail.com



## (IN)JUSTICE D'ÉTAT :

## À QUAND VOTRE TOUR ?

## Sommaire



## (in)Justice d'État : à quand votre tour ?

Un transfert de prisonniers a été prévu par l'État pour octobre 2009, de l'ancienne prison de Poitiers vers la nouvelle prison-Bouygues de Vivonne. Pour le 10 octobre 2009, une journée anti-carcérale avait été proposée par un collectif militant local, afin d'ouvrir le débat public sur une critique du système carcéral.

Il s'agissait de rassembler les gens, pour débattre des alternatives au système du châtiment et de la violence carcérale, et manifester une opposition digne et résolue à cette nouvelle prison. La journée s'articulait autour du « 23 », un lieu associatif qui avait bien voulu prêter ses locaux ce jour, pour des débats et un concert.

La journée a commencé vers midi par un débat très riche pour la qualité des interventions diverses. Un débat de fond, sur l'avenir des luttes anti-carcérales, devait avoir lieu le soir, suivi d'un concert pour lequel des groupes avaient fait le déplacement.



13 octobre 2009, la « Justice » travaille à Poitiers.

Pour montrer qu'il y a des gens qui protestent contre la construction de cette prison de nouvelle génération, un rassemblement en centre-ville était aussi prévu l'après-midi. Un rassemblement dit « festif », dans le respect de l'esprit du festival culturel des Expressifs qui avait alors lieu à Poitiers.

Mais la manifestation qui a suivi le rassemblement a été investie par des personnes qui avaient semble-t-il d'ores et déjà choisi d'autres façons de protester - selon des modes opératoires qui ont totalement pris au dépourvu nombre de participants. Cette minorité a peu à peu pris le contrôle de la manifestation, qui a rapidement dégénéré en un rapport de force entre certains manifestants et la police (tirs de flashball contre fusées et pétards).

La manifestation a soudain reflué vers le centre-ville et a donné lieu aux dégradations matérielles aujourd'hui amplement relayées par les médias et les autorités.

## « Il n’y a eu aucune violence délibérée contre la population. »

Il ne nous appartient pas de juger les actes commis en eux-mêmes, puisqu’ils ne sont pas les nôtres. Ils peuvent être compréhensibles, si l’on analyse la plupart de leurs cibles : des vitrines d’agences de banques ; une agence de Bouygues (dont la maison-mère a construit cette nouvelle prison de Vivonne, gère son entretien et à qui l’État verse un généreux loyer) ; des cabines de France Telecom, l’entreprise aux 25 récents suicides ; du « mobilier urbain » à destination publicitaire... Il est important de dire qu’il n’y a eu aucune violence délibérée contre la population.

Néanmoins, si nous aussi dénonçons la violence insupportable de ce système qui mène le monde droit au mur et brise les individus, nous sommes en désaccord profond avec cette « stratégie » de destruction.

Ces actions n’ont en effet été l’initiative que des individus qui les ont choisies ; or, elles ont immédiatement impliqué un grand nombre de personnes qui n’étaient ni prévenues ni préparées, et dont beaucoup n’étaient pas d’accord avec ces méthodes. Elles ont délibérément été commises dans le cadre d’une manifestation publique, mettant ainsi en danger tous les participants. Aucune personne ayant choisi ces actions ne pouvait ignorer que la mise en œuvre de celles-ci donnerait lieu, face à un État de nature fondamentalement répressive, à des réponses policières et judiciaires aux graves conséquences locales.

En effet, cette répression s’est bel et bien abattue, d’une véritable violence, aveugle. Descente policière massive et brutale contre « le 23 », qui n’avait strictement rien à voir avec les débordements de la manifestation. Le concert a été annulé, du matériel sono dégradé, le public et les bénévoles malmenés par la police, pendant cinq heures : plaquages au sol ou mise à genoux, matraquages, menaces, insultes, mains sur la tête, photos systématiques...

La répression, ce furent aussi des dizaines d’arrestations arbitraires, dont 18 donnant lieu à des gardes à vue éprouvantes. La police, bizarrement absente lors des débordements, s’est mobilisée en nombre pour le procès du lundi 12 octobre.

Le gouvernement, par la voix de l’inénarrable monsieur Hortefeux téléporté sur Poitiers, en profite étrangement pour ressortir les lois de 1936 de derrière les fagots contre les « groupuscules ».




« Tout est commun », extrait du concile Vatican II.

Mais aussi pour pondre deux nouveaux décrets (à valider par le conseil d'État), consistant en deux nouveaux fichiers sur les lieux communautaires et sur les « groupuscules » supposés à l'origine de ces actes. On peut aussi s'interroger sur la cohérence d'une démocratie sensée s'inspirer de cette vieille théorie sur la séparation des pouvoirs, avec un ministre qui débarque à Poitiers pour un procès en comparution immédiate, demandant des peines exemplaires. Montesquieu doit se retourner dans sa tombe…

Huit gardes à vue ont en effet débouché sur des comparutions immédiates forcées. Trois condamnés à la prison ferme (de un à quatre mois) plus du sursis et des amendes, dont deux ayant tout juste vingt ans. Pour les autres, du sursis allant de trois à six mois et des amendes. Tous des boucs- émissaires, n'ayant jamais commis les faits qui leur sont imputés, des preuves à l'appui de leur non- implication dans ces faits ayant été écartées volontairement, ainsi que des témoignages.
Pour les dix autres personnes, relâchées à l'issue de leur garde-à-vue, trois sont poursuivies pour refus de prélèvement ADN. Dont une, mineure de quatorze ans ( !), subira des poursuites pour « rébellion », une accusation policière qui frise le grotesque quand on connaît un tant soit peu la jeune fille.

Enfin, et c'est sans doute l'une des autres tristes conséquences à long terme de cette manifestation et de la répression qui s'en est suivie : c'est tout le travail de fond, de nombreuses années, des militants libertaires auprès de la population, dont beaucoup étaient venus pour débattre d'alternatives à la prison, qui a été saccagé ce jour-ci - en trente minutes seulement.

Bien sûr, en tant qu'anarchistes, nous devrons analyser tou-te-s ensemble ces événements et leurs retombées.

Mais aujourd'hui, la priorité, ce sont les personnes enfermées en prison. Dans cette horrible prison de Vivonne, qui est le point de départ de tout cela. C'est le désarroi général, du côté des gens qui militent comme des gens qui vivent ici. Et la colère, face à tant d'injustice, tant ces condamnations sont révoltantes par leur absurdité.

Bien au-delà de nos rangs, nous appelons immédiatement à soutenir toutes les victimes de cette parodie de justice, et nous appelons à la vigilance, face à toutes celles à venir.

***Groupe Pavillon Noir, le 13 octobre 2009***




Slogans bombés sur la Banque de France.



# La duperie médiatico-politique du 10 octobre

Le 10 octobre a vu surgir sur Poitiers de curieux volatils.

***Émeutes violentes, commando de casseurs, black-bloc, groupe d'ultra-gauche, vandalisme, guérilla urbaine, saccage, masqués, cagoulés, armés... On aura tout lu, tout entendu à propos de cette, désormais fameuse, manifestation du 10 octobre à Poitiers.***

Mais au-delà du tapage médiatique, des manipulations politiques et du sensationnel où est la vérité ? La presse, le gouvernement, la justice ont transformé ces actes soit en action de jeunes débris de la société soit en actes terroristes de dangereux activistes de gauche, mais a-t-on seulement parlé du fond politique de l'histoire ? S'est-on interrogé sur le pourquoi de cette manifestation ? C'est à peine si l'on a pu lire qu'il s'agissait d'une manifestation anti-carcérale ! Mais les questions que pose une telle manifestation, les problèmes qui sont pointés par les militants anti-carcéral ont-ils été relayés ?

Non car finalement on s'y intéresse bien peu. C'est le sensationnel qui fait vendre, la presse en a eu pour son argent. C'est la répression qui rassure, le gouvernement a bien rempli son rôle, l'outrepassant même en « guidant » la justice dans son rôle de punition des coupables. Des coupables qui n'en sont pas d'ailleurs, à moins que militer, que manifester, qu'exprimer son désaccord avec le gouvernement ne soit devenu un délit ou pire un crime. Car c'est en criminels qu'ont été traités les dix huit personnes mises en garde à vue.

Criminels de la pensée? Attention Big Brother se fait de plus en plus présent. Attention braves gens on vous aveugle mais on ne vous perd pas de vue...

Pour preuve si certains des interpellés sont ressortis de garde à vue sans poursuite, tous sont passés par la case fichage, dont le fichage génétique aujourd'hui quasi systématique pour une garde à vue. Et qu'advient-il de celles qui ont refusé de se laisser marquer comme potentiellement nuisible au gouvernement ? Car c'est bien cela que ça signifie de ficher les militants, et bien ces quatre jeunes femmes sont passées ou vont passer en procès pour s'être élevées contre un système liberticide.



Journa-flic, livrant les « terroristes » en pâture à la plèbe.

Cette question passée sous silence par les médias est pourtant non négligeable car elle est tout à fait révélatrice du malaise du pouvoir en place face aux moindres contestations ; mais c'est surtout un funeste présage pour l'avenir car si rien n'est fait, le fichage génétique va s’étendre à l'ensemble de la population pour raisons de sécurité ou de santé publique, nous dira-t-on... Je vous invite donc à être extrêmement vigilant face à cette question, à vous renseigner, notamment le 5 décembre lors d'une journée consacrée à cette question à la Maison du Peuple.

***Saskia la noire***

## La boule à facette répressive

« Mais qu'est-ce que c'est que ce titre funky ? », je vous entends déjà dire ça en lisant la ligne ci-dessus. En fait, cette alliance de deux termes antinomiques symbolise bien ce que nous avons pu voir ces derniers temps à Poitiers. Une répression qui prend de multiples formes, de multiples visages.

Prenons cet « honnête citoyen » qui passe une soirée chez sa voisine. Lorsqu’il voit à travers la fenêtre, des jeunes en train de casser des horodateurs, il choisit d’appeler le 17, livrant à la police des jeunes qui pourtant s’attaquent à un maillon visible de l’oppression marchande, cette chaîne qui nous enserre.



« La police c'est dans la tête. »




Idem

Maintenant considérez ce parti « anti-capitaliste », organe de la contestation spectaculaire, qui prend la propagande par le fait contre quelques vitrines pour de la « violence ». Nous apprécierons au passage le canyon idéologique qui existe entre les nombreux militants « de base », partisans de l’action directe et les cadres du Parti, toujours prêts à retourner leur veste comme allier leur voix au communiqué vindicatif des partis bourgeois sur le 10 octobre.

Passons maintenant à l’ex-bakeu (agent de la BAC, brigade anti criminalité) en uniforme, qui bat sa femme et ne rate jamais une occasion d’aligner un PV à tout ce que la ville compte de marginal. En revanche ce pauvre homme qui se prend pour un sheriff, peine à enchaîner trois mots sans faire une faute d’accord.

Le commissaire divisionnaire fraîchement nommé qui veut rétablir « l'ordre » dans sa ville à grands coups de vidéo surveillance, de harcèlement de militants et d'intimidation de lycéens. Remarquons toute l'ironie d'une police locale incompétente et qui ne sait pas se coordonner (de son propre aveu) mais a pourtant déclaré la délinquance pictavienne « sous-contrôle » il y a un an.

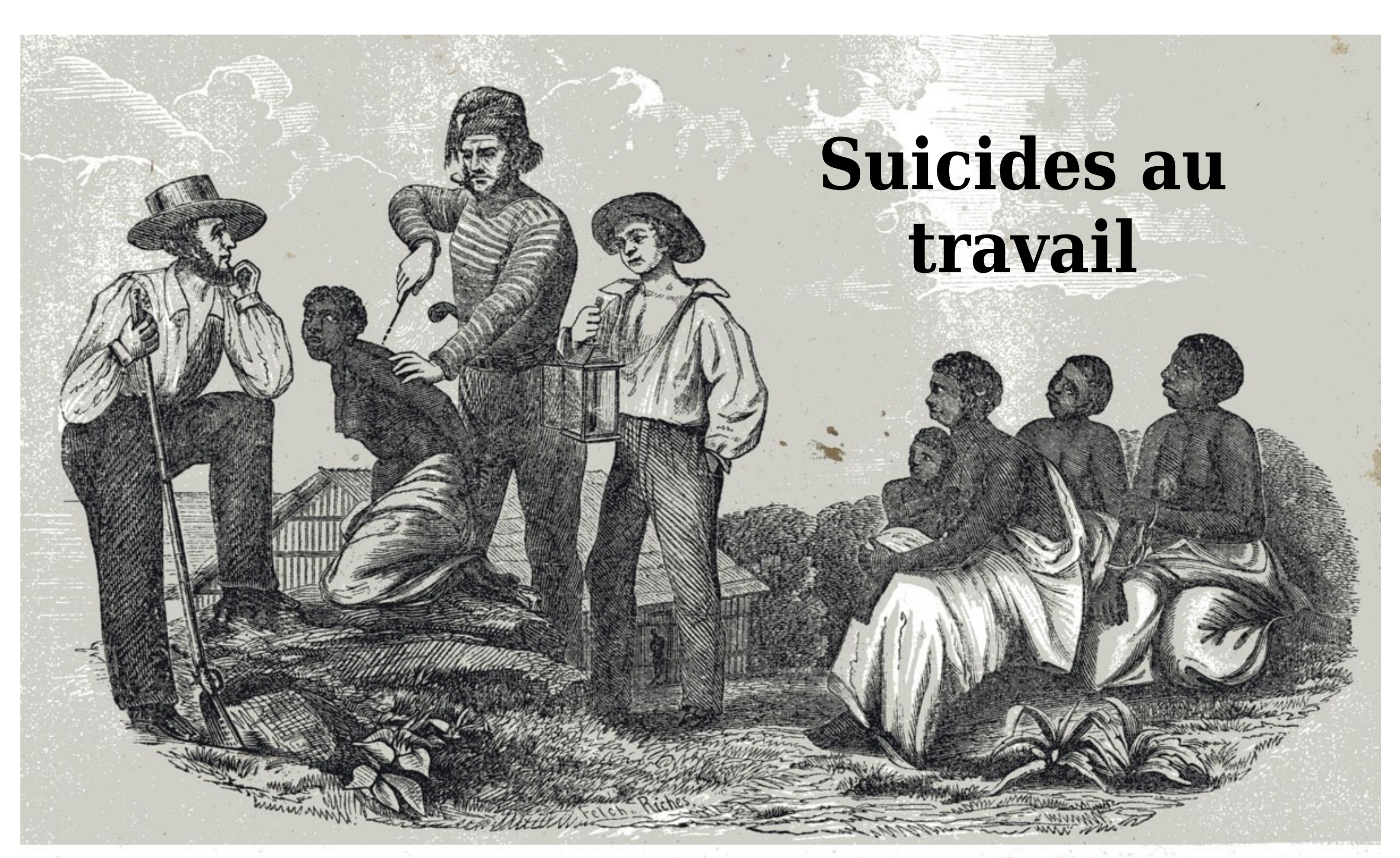
Pour finir ayons une brève pensée haineuse pour ce ministre de l'intérieur lèche-cul, qui vient à Poitiers glaner des voix pour les régionales en réclamant la tête des inculpés du 10 octobre sur un plateau d'argent.

De « l'honnête citoyen » poucave à la crapule « papone », à tous les étages de la société, au bahut, au taf, dans la rue, on a déjà tous eu affaire à ces tristes personnages qui pensent faire le bien tout en enrayant des dynamiques de lutte voire en brisant des existences, bref en agissant en bon chiens de garde de l'État bourgeois.

Je vous passerai le poncif des « heures les plus sombres de notre Histoire ». Non pas la peine, on y revient doucement.

Post-scriptum : Toute ressemblance avec des personnes existantes est purement fortuite.

***Thomas Tew***




**« Pôle Emploi...**

**... Chez nous, vous serez toujours plus qu'un simple numéro. »**

Au-delà des cas emblématiques de France Télécom, il faut constater le vrai flou concernant les causes de suicide au travail. Peut-être parce que ce sujet complexe recoupe à la fois la dimension sociale, la dimension économique, la dimension politique et la dimension sanitaire.

Tout d’abord, il faut réparer une erreur linguistique de taille puis rappeler que l’exigence relative à l’application du droit pénal aux employeurs est loin d’être un luxe ou une avancée mineure.

D’une part, les suicides récents à France Télécom, loin d’être un phénomène « nouveau » comme on voudrait nous le faire croire, ne sont pas des suicides « au » travail mais relèvent bel et bien du sujet plus épineux -pour les patrons- des suicides *à cause* du travail.

Pourquoi peut-on en arriver à se suicider à cause de son travail ? Parce que dans cette société capitaliste nous sommes tous obligés de nous soumettre au salariat ou/et au marché libre pour subvenir à nos besoins et atteindre un tant soit peu une forme de dignité humaine, personnelle et collective, par des gains monétaires qui nous permettent de vivre décemment.

Parce que nous sommes en « pleine crise économique » nous martèle-t-on, chacun d’entre nous doit payer les frais du capitalisme grandiloquent en se soumettant loyalement aux mesures patronales et gouvernementales pour réparer les erreurs du capitalisme  et chacun d’entre nous doit œuvrer à l’avènement du néo-capitalisme !

A savoir par :

- la compression des missions sur les individus/postes (travailler plus pour gagner toujours pareil)
- l'exigence de performance, corollaire de la compression des missions et de la réduction globale des effectifs
- l'inefficacité endémique résultant de la compression des missions et de la réduction globale des effectifs et résultant aussi des moyens supplémentaires non alloués (à la fois en termes financiers ou techniques)
- la frustration personnelle résultant d'une impression générale d'inefficacité, aux niveaux personnel et collectif
- le cloisonnement volontaire des services et catégories d'emplois dans l’entreprise sous couvert d'une fausse autonomie
- la rétention d'informations sur les actions sociales et le musellement des syndicats par les directions générales des entreprises et par le gouvernement
- la rétention d'informations dans les choix des objectifs d'entreprise par les directions générales des entreprises et par le gouvernement
- l'opacité des grilles salariales et droits des salariés
- la mise en concurrence permanente des employés aux fins de performance et au détriment de la qualité de service rendue aux usagers
- …

Toutes ces injonctions entraînent une saturation très forte de l'esprit (fatigue etc.) voire une incapacité de contestation -même basique- pour certains, dans tous les cas une "souffrance" au travail où les solidarités tendent nettement à disparaître (et quand il y en a ce n'est souvent qu'aux fins de promotions personnelles recherchées).

Pour reprendre un terme en psychologie, toutes ces exigences émanant de l'entreprise et de l'État provoquent ce qu'on nomme l'injonction paradoxale. A savoir la dualité entre ce qui est exigé (par l'entreprise en terme de performance par exemple ou à soi même en terme de besoin de dignité par le salariat aussi) et ce qui ne paraît pas "juste" (par l'entreprise en terme de ce qu'elle demande de nous est contraire à nos principes ou à soi même en terme de ce que nous aurions fait dans une situation donnée). Le trouble naît, de pair avec la perte d'orientation. Il suffit que la force vienne à manquer, que la vie privée soit négligée, qu'un incident personnel intervienne, pour que la bascule se fasse vers le suicide dit "au travail" mais de fait "à cause du travail".

D'autre part, le droit commercial sert toujours de paravent d'impunité aux employeurs à qui le droit pénal ne s'applique pour ainsi dire jamais.

En France, c'est le domaine sanitaire qui a ouvert la porte aux questions de mort *au* travail et *à cause du* travail.



Le « cas » emblématique de l'amiante est un exemple sans précédent dans l'histoire. Si le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA), établissement public administratif de l'État, a été crée pour indemniser les victimes, jamais - ou presque - il n'a utilisé ses possibilités de se retourner contre les employeurs (voire l'État !) qui ont continué, malgré les rapports scientifiques sur les risques sanitaires encourus depuis les années 1970, à exposer leurs salariés et les usagers à l'amiante. Ainsi toutes ces sommes dépensées pour l'indemnisation des victimes de l'amiante et de leurs familles ont été financées par les citoyens !

C'est pourtant bien sous couvert du droit commercial, celui-là même qui a rendu possible trop longtemps les expositions à des produits toxiques et cancérigènes, que les patrons se sont exemptés de payer les frais. Et le gouvernement lui-même de s'en exempter en créant un établissement « indépendant » financé par la solidarité nationale....

En France, bien d'autres cas existent encore qui conduisent au constat déplorable d'une justice à deux vitesses. Une justice pour les patrons et une justice pour les salariés. Les sans-papiers qui travaillent dans la restauration, les femmes pour lesquelles le déni est immense au regard de conditions lamentables de travail de la grande majorité d'entre elles (expositions au produits toxiques pour les femmes de ménage ou dans l'industrie pharmaceutique où elles sont nombreuses, contrats précaires, horaires précaires, etc).

Tant de conditions et de raisons qui peuvent entraîner une forme de désespoir chez un individu démuni de moyens sociaux pour se battre et se défendre, désespoir qu'il/elle finit par retourner contre lui/elle-même.




Se dire aujourd'hui qu'on peut se donner la mort *à cause* de son travail et de ses conditions, *à cause* de cette justice à deux vitesses, est une prise de conscience nécessaire.

Beaucoup se reconnaissent encore à travers leur emploi aujourd'hui. Paradoxalement, choisir son emploi -et s'y reconnaître- reste une motivation forte dans notre société alors que nous sommes très nombreux à plus/pas choisir pleinement notre profession, son contenu et ses modalités...

Or tant que cette représentation sociale demeurera encore figée dans nos mœurs, dans nos propos, nos échanges sociaux, tant que la bourgeoisie continuera à faire croire au plus grand nombre que leur réalité est accessible à tous, tant qu'on ne criera pas enfin au mensonge qu'est cette représentation-là ("*et toi que fais tu dans la vie?*"), il sera difficile de sortir de l'esclavagisme qu'est le salariat, et du néo-esclavagisme qu'est le salariat du 21ème siècle...

***Larsen Lupin***




# En attendant Godot ?

Des quelques personnes qui exhortaient leurs proches à aller voter aux élections européennes (« - Mais pour qui je vote ? - Pour le moins pire bien sûr ! »), aux directions syndicales qui temporisent en ne reconduisant pas les journées de grève interprofessionnelle, on a le sentiment que tous ces gens attendent quelque chose. Oui, mais quoi ?

Car soyons clairs sur un point : ça fait un bail que l'abstention est la grande gagnante de toutes les élections. Et les médias vont quand même avoir beaucoup de mal à nous faire croire que 60% des français vont à la pêche les dimanches d'élections. Le peuple de France se serait-il lassé des élections ? Le divorce entre les français et leurs politiques est-il proche ?

Peut-être sont-ils lassés de l'alternance politique droite-« gauche » qu'on nous ressert à intervalles réguliers, vantés par les camelots de la République que sont les média bourgeois. Ou encore en ont-ils assez des hommes et femmes politiques qu'on leur vend tel un paquet de lessive qui laverait toujours plus blanc (néanmoins comptez sur les juges aux ordres pour les laver de tous soupçons en cas de « malversation »).







« Seigneur, délivrez-nous de la canaille bureaucrate. »

À l'évidence le changement ne viendra pas d'en haut, on le sait depuis Mitterrand. Alors pourquoi attendre un énième messie, qui à tous les coups ne viendra pas ?

Les français ne sont pourtant pas réputés pour être des culs-bénis, mais plutôt pour profiter de chaque occasion qui leur est offerte pour cracher à la gueule du clergé et des grenouilles de bénitiers (j'en veux pour preuve les rassemblements anti-avortement qui ont eu lieu le 14 novembre dernier dans les grandes villes de France, et qui ont été accueilli comme il se doit par les « impies » athées, anticléricaux, antisexistes et féministes).

Alors si nous avons cessé d'espérer qu'un quelconque sauveur vienne nous « délivrer du mal », qu'attendons-nous pour cesser de leur signer des chèques en blancs qu'ils déchirent dès qu'ils ont pris leurs fonctions.

La foi dans les politiques est trop grave pour qu'on s'y prélasse nonchalamment. De plus, la crise sociétale que nous traversons ne nous laisse plus guère le choix.

Plus question de voter, agissons.

***Thomas Tew***

# Déshumanisation du rapport humain



La croissance nous menace encore une fois de plus, l'évolution casse les liens entre les êtres humains et exclut certains d'entre nous.

Je veut parler ici de tout les systèmes automatisés qui nous encadrent.

Le chômage persiste de plus en plus, mais on trouve comme moyens de lutte contre le chômage, les bornes automatiques dans les gares, aéroports, les bornes automatiques dans les stations services, dans les magasins, sur les autoroutes…

On vous dit plus bonjour, on vous dit « insérez votre carte » et on vous ordonne d'appuyer sur telle ou telle touche pour être servi, et bien sûr en cas de problème, personne pour vous aider - mais un petit bouton de secours qui vous met en lien avec un répondeur.

Dans la journée vous pouvez prendre l'autoroute, faire vos courses, le plein de votre voiture, tout ça sans jamais voir personne. Encore mieux : maintenant faites tout ça depuis internet ! Plus besoin d'ouvrir la porte (on sait jamais on pourrait se faire agresser, il n'y a qu'une seule caméra vidéo-surveillance dans l'immeuble), Big Brother vous salue (dommage encore une machine).

En attendant la transformation des hommes restants en machines, boycottons ces robots qui créent le chômage et notre individualisme.

Merci de votre visite à bientôt.

***T-R***




*« La solitude, ça n'existe pas... »*



# Retour sur le CAC 09

***Le CAC 09, autrement dit camp action climat 2009, est un rassemblement dans un premier temps de protestation sur les terres qui risquent d'être prochainement rasées, mais aussi à visée écologique très importante, qui s'est déroulé du 3 au 9 août derniers.***

Non, ce n'est pas une baisse du nombre d'entreprises cotées en bourse, mais bien un camp action climat réunissant de nombreux éco-activistes ou simples personnes qui souhaitaient découvrir des méthodes alternatives pour combattre efficacement le réchauffement climatique.

En parallèle avec la semaine de la résistance, le CAC 09 s'est établi à Notre-Dame-des-Landes dans une logique bien précise : en protestation au projet de construction d'un aéroport, prévue depuis 1970, dans cette campagne nantaise; qui ne fait pas que des heureux, notamment les habitants de la « Zone À Détruire » qui sont menacés d'expulsion et de voir leurs logements détruits.

Inspiré des camps climat qui ont lieu un peu partout dans le monde, le CAC 09 est libre d'entrée à quiconque souhaite s'investir, apprendre et échanger des savoirs.

Sur un plan horizontal, sans hiérarchie, des principes d'autogestion y sont mis en place, sans que cela altère le fonctionnement du camp, contrairement à nombre d'idées reçues.

Des actions de sensibilisation, directes et non violentes – comme celles des clowns, qui sensibilisent aussi les plus jeunes – sont menées en signe de résistance contre le réchauffement climatique.

Sur le terrain, on retrouve sept quartiers, où se trouvent les cuisines. Toute la nourriture provient de producteurs locaux. Des toilettes sèches sont installées un peu partout sur le campement, nettoyées tous les matins par des personnes inscrites bénévolement sur la liste des tâches à effectuer, de sorte que chacun participe à la vie du camp. Pour les douches, on laisse chauffer l'eau au soleil puis des bouteilles sont à disposition pour se nettoyer dans des cabines improvisées à l'écart.

Tout au long de la journée, conférences et débats se suivent.

Des assemblées générales régulières, dans chaque quartier puis entre quartiers, pour faire le point, rassembler les idées et propositions.

Une expérience très enrichissante, où tout le monde apprend à se connaître et à partager, où l'on peut discuter, acquérir un savoir avec des personnes venues des quatre coins de la France et même parfois de pays étrangers.

***Rouletabille***



# Questions sur l'écologie

Depuis plusieurs années le sujet de l'écologie est un problème connu de tout le monde, et de plus en plus on peut voir des mesures prises individuellement, ampoule basse consommation, produit soi-disant écologique… Et j'en passe.

Mais le sujet écologie intéresse aussi nos politiciens se souciant de l'écologie (ou de nos portefeuilles), prenant des mesures afin de sauver notre belle planète. Par exemple la fameuse taxe carbone (qui s'applique également au chauffage - rentrons couverts c'est bientôt l'hiver), ou une prime pour l'achat d'une voiture neuve écologique (c'est trop généreux mais une voiture neuve dite écolo même avec une prime derrière personnellement ce n'est pas dans mes moyens).

Rouler va devenir un luxe, profitons- en !

En attendant de trouver de vraies mesures pour sauver la Terre ils ont trouvé comment assurer leurs retraites.

Et si les transports en commun étaient gratuit (bus, train…) et qu'on installait des parkings gratuit en dehors des villes... si on installait des moteurs à eau (sponsorisés par Total) sur les voitures, ou si, ou si, ou si, ou si…

Et si on sauvait notre Terre, par un vrai changement de perspective ?

***T-R***





***On évoque trop souvent Lucy Parsons comme « femme de » Albert Parsons, l'une des victimes de la répression de l'affaire de Haymarket Square, exécuté le 11 novembre 1887. Or sa longue vie de lutte ne témoigne pas que de la naissance d'un puissant mouvement social et syndical aux Etats-Unis. Elle en fut en effet une actrice de premier ordre, en y développant un anarcho-syndicalisme associant anticapitalisme, antiracisme et antisexisme.***

# Lucy Parsons, la révoltée

**Naissance d'une militante anarchiste**

Lucy est née en 1853 au Texas. Métisse, selon elle d'un père indien Creek et d'une mère mexicaine, sans doute aussi des origines afro-américaines. Orpheline à trois ans, une enfance d'esclave. Elle rencontre Albert Parsons en 1870, un ancien soldat confédéré repenti. Ils se marient dans l'illégalité - les lois racistes du Texas interdisent le mariage « interracial ». Militant contre le racisme, Albert est exposé : il est menacé de pendaison, prend une balle dans la jambe. Sa femme et lui craignent pour leur vie et fuient Waco pour Chicago, en 1873.

Une ville où sévit la misère, le chômage et où, face à la montée des revendications sociales, s'exerce une répression policière impitoyable. Albert devient imprimeur mais son engagement dans l'anarchisme pacifiste le fait licencier et même interdire de travail dans l'imprimerie. Lucy ouvre une petite boutique de couture pour élever les deux enfants.

Avec son amie Lizzie Swank, elle y accueille des réunions des travailleuses du vêtement. Elle s'engage aussi contre l'exclusion : celle des sans-logis, des chômeurs, des mutilés... A Noël 1885, elle conduit une manifestation de miséreux en sonnant les cloches des maisons bourgeoises. Elle se tourne vers le socialisme révolutionnaire et rédige ses premiers articles (*Socialist, Scribner's Magazine*).

En 1883, elle et son mari fondent l'International Working People's Association (IWPA), et développent l'anarcho-syndicalisme. Ils s'engagent l'année suivante dans les Knights of Labor, où ils œuvrent au fédéralisme des luttes. Ils organisent des meetings pour la journée de huit heures et contre les conditions dégradantes de travail. Ils écrivent de nombreux articles, notamment dans *The Alarm*, l'organe de l'IWPA (fondé par Albert en 1884). Lucy s'y démarque des positions pacifiques de son mari. Dans l'article « *To tramps* », elle appelle les sans-logis à l'action directe contre les riches.

Elle développe l'idée (alors très subversive) que la femme doit s'émanciper de son carcan social de ménagère par la lutte sociale.

**Le tournant d'Haymarket Square**

Le 1er mai 1886, Lucy a mobilisé de nombreuses travailleuses et conduit le cortège avec Albert. Une brutale répression s'ensuit. Le 4 mai, lors de la journée de protestation, une bombe explose et la police en profite pour arrêter sept anarchistes. Par solidarité pour ses camarades et pour dénoncer l'injustice qui les frappe, Albert se livre à la police. Lucy, très surveillée, est interrogée mais pas inculpée. La justice pense peut-être que la présence d'une femme au tribunal peut disculper tous les autres. Lucy organise alors la défense des inculpés, par une tournée de meetings (43 meetings pour le seul mois de février, dans 17 États !), où se révèle un talent d'oratrice exceptionnelle. Elle draine des foules immenses bien que les policiers lui interdisent - quand ils y parviennent - l'accès à la tribune. Tout en proclamant l'innocence des inculpés, elle affirme la légitimité de leurs idées anarchistes, qu'elle contribue à populariser.

Le procès, de l'aveu du procureur, est politique. Albert et quatre autres anarchistes sont pendus le vendredi 11 novembre 1887 (Black Friday). Lucy amène ses enfants voir Albert une dernière fois mais elle est arrêtée, déshabillée et jetée nue avec eux dans une cellule glaciale. Elle ne sera libérée qu'après l'exécution, malgré ses hurlements.

Ce meurtre d'État déclencha une vague immense de protestations dans le mouvement ouvrier et annonça d'autres tragédies (comme la fusillade de Fourmies, le 1er mai 1891 en France), mais aussi des victoires décisives par la suite.

**La lutte tous azimuts**

Après une période d'effondrement, la détermination révolutionnaire de Lucy reprend le dessus. Sa vie se partage entre son dur travail de couturière, ses deux enfants, et une lutte sociale et syndicale inlassable. Lucy écrit une biographie sur Albert et des articles dans les journaux libertaire. En 1892, elle sort le bref mensuel anarchiste-communiste Freedom.

Elle prône un syndicalisme de base, de classe et de masse. Elle y voit l'alternative nécessaire à l'illusion des élections et du recours à l'État. Elle dénonce comme un leurre les concessions de représentativité accordées (notamment aux syndicats des abattoirs) en 1888-1889. De retour d'Angleterre où elle a rencontré la Ligue socialiste, elle milite pour la liberté d'expression, qui manque tant en Amérique. La police de Chicago, qui ne cesse de l'interdire de tribune, la dit « plus dangereuse que mille émeutiers ».

En 1905, Lucy Parsons est la deuxième femme à adhérer aux Industrial Workers of the World (IWW), syndicat où elle développe l'action directe de masse, l'autogestion, la grève générale, la révocabilité des délégués. Elle contribue au Liberator, son organe de presse. Son influence est déterminante dans le développement de l'anarcho-syndicalisme et dans l'implication croissante des femmes dans les luttes sociales.




*« For the Union makes us strong... »*

Les dix années suivantes sont surtout consacrées aux luttes contre l'exclusion. Elle organise des marches impressionnantes pour les sans-logis (en 1914 à San Francisco) et les pauvres (sans-logis et chômeurs, en 1915 à Chicago). En 1916, elle participe à la campagne pour Tom Mooney et Warren Billings (deux syndicalistes injustement accusés d'un attentat à la bombe, finalement disculpés).

Elle se consacre aussi, surtout dans les années 1920-1930, à la lutte contre les discriminations raciales : elle dénonce les lynchages dans les États du sud, participe activement à la campagne victorieuse contre l'exécution des garçons de Scottsboro (neuf jeunes noirs injustement accusés par les autorités judiciaires d'avoir violé deux jeunes femmes). Cette lutte acharnée contribue à politiser les militants noirs d'Amérique et préfigure les mouvements pour les droits civiques qui se développeront plus tard.

**Divergences entre anarchistes**

Les années 1890 où Lucy Parsons, persuadée de l'imminence d'une révolution, s'implique aux côtés des travailleurs, sont aussi paradoxalement celles qui la séparent peu à peu d'autres figures montantes de l'anarchisme. Elle lutte contre le conditionnement social de la femme mais défend aussi le mariage et la famille. Elle pense l'oppression sexiste au sein du couple comme une conséquence de l'exploitation économique capitaliste. Selon elle, les réflexions des anarchistes sur l'amour libre, alors très à la mode dans les années 1890 - et notamment défendues par Emma Goldman - sont des réflexions de classes moyennes et la priorité doit être la lutte de classe, qui conditionne tout.

Emma Goldman, qui développe un féminisme plus radical, accuse Lucy Parsons d'avoir bâti sa popularité sur son seul mari et ne l'évoque (dans ses Mémoires) que comme « une jeune mulâtre » (a young mulatto) épousée par Albert Parsons, né dans une famille raciste du Sud. Lucy accuse quant à elle Emma Goldman, sans enfants, de ne pas comprendre la condition des femmes pauvres, pour la plupart mères.

On lui reproche aussi d'avoir adhéré en 1927 à l'International Labor Defense, un mouvement issu du Parti communiste qui milite contre le racisme, et de collaborer avec la National Association for the Advancement of Colored People, qui défend l'égalité entre noirs et blancs, (elle aussi investie par des communistes). Lucy, qui exhortait déjà les Noirs en 1886 à se débarrasser des partis politiques comme des Églises, se proclamait anarchiste et n'avait cure des ragots. Mais les anarchistes américains, encore peu engagés dans les luttes antiracistes, comprennent mal cette proximité de fait avec le PC. Le fossé s'approfondit.

L'historiographie retient que Lucy aurait finalement adhéré au Parti communiste en 1939, à la veille de la guerre, déçue par le manque d'organisation et de cohésion des anarchistes. Pour faire front face à la montée du fascisme et au capitalisme. Pourtant, à la mort de Lucy Parsons, le Parti communiste saluera la militante sans dire qu'elle était membre du PC… Ce qui, vue sa popularité, est pour le moins étonnant. Mais sans doute ce débat a-t-il peu d'importance pour cerner la figure, très pragmatique, de Lucy Parsons. Elle se défiait des étiquettes. Pour elle, seules comptaient les luttes concrètes, contre toutes les oppressions.

Lucy continue de participer à des meetings jusqu'en 1941 où elle défend, malgré une vue déclinant jusqu'à la cécité, la liberté d'expression.

**Une fin tragique**

Lucy meurt dans l'incendie de sa maison de Chicago, le 7 mars 1942, à l'âge de 89 ans.
Notre méconnaissance de son œuvre ne s'explique pas que par sa réserve à parler d'elle-même, ni par les incompréhensions avec certain-e-s anarchistes américain-e-s.
La faute en revient surtout à la police, qui a fait disparaître l'intégralité des nombreux papiers et 1500 livres, saisis chez elle juste après sa mort.

N'ayant pu la faire taire de son vivant, il fallait effacer sa mémoire. C'est compter sans nous.

Sa dépouille repose près du Haymarket Monument à Chicago, où un parc porte son nom depuis quelques années.

Sa lutte demeure et ne mourra jamais. Lucy ne disait-elle pas, en 1937, à l'âge de 84 ans : "Oh, Misery, I have drunk thy cup of sorrow to its dregs, BUT I AM STILL A REBEL !"

***John Rackham***

Références et textes de Lucy Parsons (en anglais) : http://www.lucyparsonsproject.org




**Du marteau du communisme autoritaire à la faucille du capitalisme**

Il y a 20 ans, les Berlinois renversaient enfin le mur infâme qui les séparait, à coups de burins rageurs. À l'Est c'étaient les privations de libertés individuelles, les salaires de misère concédés par un État exploiteur, tentaculaire et omniprésent, exerçant sa surveillance constante des opposants avec l'aide de la Stasi. En abattant le mur, beaucoup d'Ossies (allemands de l'Est) espéraient concilier une liberté nouvelle… avec le maintien d'une certaine sécurité minimum de l'emploi, de la santé et du logement.

Aujourd'hui, les Ossies ont bien déchanté. Mise en concurrence de la société, chômage consternant, salaires minables, inégalités explosives, logement, éducation et santé charclés par le capitalisme radieux… Le mirage des gadgets capitalos s'est quelque peu estompé. Au point que certains d'entre eux se sentiraient étreints par l' « Ostalgie » (la nostalgie de la RDA)… Malgré le totalitarisme étouffant de l'ancien régime, la moitié des Ossies déclare « regretter » l'ex-RDA, et 17% pensent même qu'il aurait mieux valu que le mur ne tombe pas !… Beaucoup se sentent aussi citoyens de seconde zone, tout juste bons à servir de main-d'œuvre à bas coût pour patrons de l'Ouest.

Pourtant, les capitalistes et leurs sbires politiques chantent l'événement mis en scène comme un devoir de mémoire, dans le but de montrer combien le capitalisme est non seulement libérateur, mais aussi qu'il serait la seule alternative triomphante aux expérimentations nauséabondes du marxisme.

Ce sont les mêmes qui se taisent sur les autres murs qu'ils construisent et/ou soutiennent ailleurs dans le monde.

**Chute du mur : chut, il y a d'autres murs...**

Si le sinistre mur de Berlin, en 28 ans d'existence, a fait (selon les pires estimations) quelques 1130 victimes, il est assez ignoble d'entendre les maçons des murs capitalistes pleurer les victimes du mur de Berlin. Leurs murs toujours debout, érigés contre le « terrorisme » ou « l'immigration illégale », ont souvent un bilan humain encore plus désastreux.

Aux États- Unis, ce sont des milliers de Mexicains qui ont déjà trouvé la mort en tentant de franchir le mur frontalier. Mur ultramoderne, avec patrouilles, systèmes optiques... la modernité au service de la barbarie. L'Europe n'est pas en reste, avec en Irlande, les rues de Belfast encore coupées par les murs hérités de la guerre civile. A Chypre, le mur traverse encore la capitale Nicosie. Plus largement, ce sont encore 1500 morts, chaque année, qui sont délibérément perpétrées par l'Europe - forteresse pour empêcher l'immigration des travailleurs du sud, plongés dans la misère par le pillage de leurs pays (par... l'Europe notamment). Ces victimes de la misère, des plans d'ajustement structurels imposés, de la dette entretenue par les pays du nord...

On les retrouve noyées en Méditerranée, à Gibraltar ou dans la mer Égée ; desséchés, par le soleil du Sahara où on les repousse. Les enclaves de Ceuta et Melilla bloquent les passages via le Maroc. L'Europe - forteresse a passé contrat avec d'autres États, en vue de protéger l'îlot de richesse qu'elle constitue. Mur aussi entre Maroc (toujours lui) et populations sahraouies, prises en otages dans le conflit avec le front Polisario. 2700 kilomètres de long, des millions de mines antipersonnel disséminées le long du mur ont fait plus d'un millier de victimes, notamment chez les civils (en particulier les nomades). Les zones occupées sont interdites aux journalistes et aux ONG. Le Maroc refuse le déminage, pourtant entrepris par le Polisario. L'État marocain est l'un des meilleurs cerbères des frontières européennes.

Et les autres murs ? La liste est longue : Israël, avec son mur de 700 kilomètres contre les Palestiniens enfermés comme du bétail... au vu et au su des États complices du Nord. L'Inde, repliée sur son identité hindoue bidon, cache-misère dérisoire de sa violence sociale. 550 kilomètres de béton et de barbelés, contre les Pakistanais du Cachemire, et 3000 kilomètres contre les crève-la-faim du Bengladesh, déchirant les rizières du Bengale. Le Pakistan lui-même, avec l'aide des États - Unis, édifie 2400 kilomètres contre les Afghans. L'Arabie Saoudite, 900 km contre les populations d'Irak (idem au Koweït, 215 km), et du Yémen... Les émirats arabes unis... contre Oman... Botswana, contre le Zimbabwe...

La liste est interminable, comme les vingt-et-un milliers de kilomètres qui, à travers le monde, contraignent les populations à demeurer dans la misère... fabriquée par les mêmes bâtisseurs de murs.

**C’est le capitalisme qui érige des murs**

Le capital, accumulation illégitime des fruits du travail et de la souffrance de la population du monde entier, n’a d’existence que grâce à ces murs. Il mange de la misère humaine, puis chie du béton, pisse du barbelé, éructe de la brique, entre les États, sur les frontières des usines et des entrepôts, à la porte des maisons cossues… Cette démarcation sociale, cette violence matérialisée, est permise par l’État qui a toujours eu pour rôle de créer frontière, force de répression, appareil légal et patriotisme puant, pour légitimer et ainsi protéger l’accaparation des richesses par une poignée de salopards.

Le rideau de fer était né de la nécessité pour le capitalisme d’État sauce stalinienne de séquestrer sa population, pour pouvoir continuer à l’exploiter afin d’engraisser sa caste de bureaucrates éclairés. Ces mêmes bureaucrates plastronnent aujourd’hui à la tête de multinationales, comme en Russie par exemple. N’oublions d’ailleurs pas le mur qui maintient toujours les Nord- Coréens dans un régime de terreur et d’exploitation, sous la férule d’une clique de brutes.

Mais, à l’inverse des déclarations pitoyables de Sarko, d’Obama et autres sbires du capital à l’occasion de l’anniversaire de la chute du mur de Berlin, nous anarchistes, disons que c’est le capitalisme qui érige des murs. Qu’il se serve d’États marxisants ou marchands, c’est toujours la même histoire.

L’exploiteur a besoin de frontières renforcées, pour séquestrer les humains qu’il exploite, pour piller ses ressources (en Afrique ou ailleurs), par des conditions d’exploitation optimales garanties par l’État -croupion complice (droit du travail inexistant, salaire de misère, contrôle social)…

Aujourd’hui, les murs sont dressés par la mondialisation capitaliste, basée sur l’économie d’échelle, avec la bénédiction des institutions « régulatrices » du pillage comme l’OMC, le FMI, la Banque mondiale… le sud est surexploité par le truchement de législations différentes, l’endettement, les paradis fiscaux, la corruption, les barbouzeries, le pillage des matières premières, les usines- bagnes, la suppression imposée des taxes douanières, la destruction des services publics, la privatisation, le dumping effréné par subventions massives aux produits du Nord doublé d’une interdiction des subventions pour les pays du sud… Ce désastre jette dans la misère totale un nombre immense d’êtres humains, broyés par la machine totalitaire de la marchandise. Un milliard de sous-alimentés, qu’il faut maintenir dans les bantoustans de la destruction.

Pour circuler librement, le fruit du pillage doit aller avec toujours plus d’interdiction de circuler des pauvres, d’ici ou de là-bas. Les murs sont la calcification visible de cette exploitation sordide.

**Nous autres anarchistes dénonçons autant l’État que le Capital**

Nous pensons possible, souhaitable et indispensable d’inventer autrement le monde, par une réflexion et une action autonomes, nourries de la richesse des expériences du passé tout en nous laissant le droit d’inventer ensemble un monde moins absurde, et enfin vivable!

Abattons tous les murs !

***John Rackham***